

PRÉFACE

6

**PAR MICHEL SAUQUET,
DIRECTEUR DE L'IRG**

De la crise des *subprimes* aux émeutes de la faim, des niveaux record du prix du baril aux nouvelles tensions mondiales dans le champ diplomatique, c'est peu dire que l'année 2008 s'est ouverte sous le signe de crises majeures. Beaucoup d'observateurs diront qu'elles étaient prévisibles, mais la surprise et le désarroi en frappent beaucoup d'autres. Face à ces crises, les exigences de « re » abondent : re-visiter les systèmes économiques et politiques dominants, re-légitimer les pouvoirs, retrouver les chemins de la régulation... Cette nouvelle édition des *Chroniques de la Gouvernance* se fait largement l'écho de telles aspirations.

Les Chroniques occupent une place à part dans le dispositif de publications de l'IRG. Au croisement du style scientifique et de celui des revues généralistes, elles sont porteuses d'une double ambition.

La première est de proposer un regard original sur les évolutions, voire les ruptures, dans les pratiques et dans la pensée en matière de gouvernance, à partir des événements politiques, économiques et sociaux de l'année. Les *Chroniques* veulent jeter des ponts entre les faits d'actualité et ce qu'ils signifient en termes de signaux, encore faibles ou déjà forts, de l'apparition de nouvelles idées et de nouveaux acteurs. Plus encore : en lisant dans ce numéro Geoffrey Pleyers évoquer le devenir de l'altermondialisme, on se rend compte que les mutations des acteurs de la gouvernance peuvent correspondre précisément à ce qui n'est pas ou plus guère placé – au moins en France – sous les feux de l'actualité. Et comme il s'agit ici moins de dénoncer ou d'applaudir que de comprendre, la place des chercheurs est particulièrement importante parmi les auteurs que l'on croiera ici, aux côtés de personnalités politiques, de journalistes et de représentants de la société civile.

La deuxième ambition est celle de donner à voir la diversité des éléments constitutifs de la réflexion sur la gouvernance. L'IRG, espace ouvert de débat interculturel et interdisciplinaire, est particulièrement sensible à cette diversité.

Depuis sa création, l'Institut a orienté ses activités de recherche, d'organisation de rencontres, de collaborations universitaires sur une série de processus essentiels de la gouvernance, dont les *Chroniques* se font l'écho, sans prétendre nullement en rendre compte de manière exhaustive.

1 | L'IRG a notamment organisé en 2007 deux séminaires, l'un à Paris avec la Fondation Ford sur l'intervention de la société civile dans la réforme des politiques publiques globales, l'autre à Pékin, avec la Fondation pour le développement de la jeunesse chinoise et la Fondation Charles Léopold Mayer, sur la gouvernance des ONG et leur rôle dans la coproduction des services publics.

2 | Autour, par exemple, de la rencontre internationale organisée en 2007 à Bamako sur le thème « entre tradition et modernité, quelle gouvernance pour l'Afrique », et des rencontres qui vont suivre en Afrique australe et en Amérique andine.

3 | Initiative internationale pour repenser l'économie (IRE), initiée par la Fondation Charles Léopold Mayer.

Les processus de participation au pouvoir, par exemple, sont abordés ici par certains contributeurs sous l'angle particulier des expériences d'observation électorale ou de démocratie participative, tandis que d'autres auteurs s'interrogent sur le sens de la montée du lobbying. Les processus d'articulation des échelles de gouvernance sont analysés quant à eux à partir du statut des territoires, ou du rapport entre justice pénale internationale et échelons locaux de juridiction. Sur les processus de coproduction du bien public, on ne s'étonnera pas de voir la place réservée au rôle de la société civile lorsque l'on sait l'investissement de l'IRG dans ce domaine, notamment à travers une série de rencontres internationales¹ et à travers sa participation au lancement d'un prix universitaire « Diplomatie non gouvernementale » dont la lauréate Mélanie Conelly compte ici parmi nos auteurs. Quant aux processus liés à la légitimité et à l'enracinement des pouvoirs, autre champ de forte implication de l'Institut², ils sont évoqués dans ce numéro à partir du cas spécifique des relations entre religion et pouvoir.

Enfin l'on notera, avec la réflexion sur les mouvements de retour au protectionnisme et avec celle du devenir de la fiscalité, la prise en compte croissante, par l'IRG, des questions économiques et financières, qui correspondent au développement d'un de ses nouveaux programmes lié aux efforts de tous ceux qui cherchent à repenser l'économie sous l'angle de la gouvernance³. On notera aussi le souci de prendre la mesure des dérèglements majeurs d'un capitalisme mondial débridé dont Michel Rocard dit, dans les premières pages de cette édition, à quel point il est urgent de le réguler et de le stabiliser.

Pour sortir de la dynamique inquiétante du « jeu d'échecs » mentionnée ici par le politologue chinois Wang Jisi, il est important de saisir à quel point tous ces phénomènes sont liés entre eux, et combien une démarche de compréhension parcellaire et purement disciplinaire, mènerait à une impasse. Se placer sous l'angle de la gouvernance, ce n'est pas imposer des solutions inédites, c'est avant tout, pour l'IRG, poser des questions, notamment pour éclairer la diversité des ingrédients du « comment décider », et tenter de définir les enjeux communs aux différentes dynamiques de pouvoir.

MICHEL SAUQUET, DIRECTEUR DE L'IRG